

Le résultat électoral, une occasion inattendue pour l'indépendance de gauche Il en dépend de Québec solidaire de saisir illico l'initiative stratégique

La grande crise fondamentale du XXI^e siècle est celle écologique, particulièrement celle climatique. La lecture [du « bilan et perspective » pour Québec solidaire post-élection](#) par deux membres de la coordination de Presse-toi-à-gauche ne lui accorde qu'une importance anecdotique. Les auteurs auront beau tapé sur le clou de la « *souveraineté populaire jusqu'au bout* », il faudrait l'accoler à un projet de société certes exigeant mais crédible qui réponde à la grande crise de ce siècle. Cette réponse se cristallise dans le mot écosocialiste qu'il faut bien sûr expliciter. Dans le texte des auteurs ce mot n'est ni vu ni connu et encore moins une élaboration concrète de sa signification. Le peuple travailleur se posera la question de la pertinence du capitalisme quand il aura compris qu'il faut renoncer à l'auto solo en faveur du transport en commun mur à mur, à la « villa campagnarde » en faveur du logement social écologique dans des quartiers et villages quinze minutes pour tout le monde, à l'alimentation carnée et ultra-transformée en faveur d'un menu végétarien procuré par l'agriculture biologique, à la mode jetable, au clin-clan consumériste et à la société spectacle en faveur de produits durables, réparables et facilement recyclables et du temps de la création artistique et scientifique.

Il y a là tout un travail de désintoxication idéologique qui est à la portée de Québec solidaire s'il veut aller à contrecourant en liant justice sociale à justice climatique afin de concilier fin du mois avec fin du monde. Est-ce si difficile, pour régler la crise du logement, de réclamer une « corvée habitation » de logements sociaux qui soient aussi écoénergétiques, y compris la mise à niveau du déjà bâti récupérable ? Est-ce si difficile de libérer le budget des ménages populaires de ce deuxième loyer qu'est le coût et l'entretien de l'auto solo en faveur du bon marché (et de la bonne santé) du transport actif et en commun ce qui en même temps libère l'espace pour les jardins communautaires et les parcs nature ? Est-ce si difficile de s'attaquer à la cherté de la nourriture et en même temps à la déforestation et à la destruction des milieux humides par ce 80% des terres agricoles nourrissant le bétail à viande et laitier ? En résumé, est-ce si difficile d'expliquer qu'il faut libérer la société de la production marchande pour le profit du 1% et leurs alliés du 10% en faveur d'une société de services publics anciens, gagnés lors des « trente glorieuses » mais remis en question par le néolibéralisme, et nouveaux dont le transport, les médicaments, les centres de la petite enfance (CPE) mais aussi, et non des moindres, la finance pour le contrôle populaire de l'épargne nationale et des flux internationaux de capitaux ?

La catastrophe en cours de la terre-étuve, une occasion pour réveiller la fausse « classe moyenne »

Le capitalisme du « troisième âge » d'après 1945 a réussi à embrigader la grande partie du prolétariat organisé syndicalement en lui faisant croire que son niveau de vie consumériste gagné lors des « trente glorieuses » (1945-1975) l'avait hissé à la hauteur de la « classe moyenne ». Or cette « aristocratie ouvrière » née à la fin du XIX^e siècle en Angleterre pèse lourd dans le monde syndical, particulièrement en haut de la pyramide, et elle peuple sa bureaucratie. Cette idéologique victoire bourgeoise a valu au monde du travail une dure défaite stratégique quand les politiques néolibérales lui ont tombé sur la tête au début des années 1980. Le monde du travail ne s'est pas encore relevé de cette défaite tellement est prégnante la nostalgie de ce temps qui lui apparaît comme béni alors que le prix en a été la rupture de l'écosystème terrestre.

La catastrophe en cours de la plongée de l'humanité dans la terre-étuve devient paradoxalement un bon temps pour secouer les puces d'un prolétariat engourdi et désespéré.

À Québec solidaire de lui expliquer que la croissance capitaliste assise sur l'antiécologique consommation de masse par suite de l'austérité néolibérale devient déficiente pour soutenir un plein emploi rémunérateur avec de bonnes conditions de travail. Ne demeure que la consommation luxueuse, énergivore et polluante du 10% et la mal-consommation aussi trop énergivore du 40% en termes d'habitat et de transport. Le 50% en bas de l'échelle est quant à lui laissé pour compte. Pour soi-disant régler tant le problème écologique que celui des inégalités, se pointe le miracle annoncé de l'intelligence artificielle (IA), mirage engloutissant des billions de dollars de fonds de roulement et de dettes en centre de données énergivores et polluants. Le cercle est bouclé. Cette fuite en avant de la production marchande, en panne du consumérisme suffisant pour soutenir la rentabilité capitaliste, se voit relayé par une militarisation de l'économie et de la société tant pour raffermir l'ordre intérieur face à la crise économique majeure qui s'annonce que pour parer à l'effondrement de l'hégémonie étatsunienne.

Seul un rapport de forces révolutionnaire peut empêcher la néofascisation du monde

Cette société « autoritaire » pave la voie à la néofascisation de l'ordre politique bourgeois aux dépens de l'ordre de la démocratie parlementaire qui cependant a toujours été soumis à la dictature du capital au contrôle des hauteurs financières de l'économie. Quand la sphère politique, sous la pression populaire, paraissait vouloir s'émanciper du désordre capitaliste, la bourgeoisie n'a jamais hésité à recourir à la bombe atomique sociale de la grève et de la fuite des capitaux, particulièrement au niveau de la dette publique. Pensons au drame psychologique autour des abaissements des fameuses cotes de crédit. Il n'y a eu que la menace révolutionnaire que de temps à autre a su lui arracher des réformes structurelles comme à la sortie de la Deuxième guerre mondiale. Une importante mobilisation prolétarienne de style prérévolutionnaire, comme en 1972 au Québec, peut lui arracher des réformes durables. Cette société post-néolibérale en devenir, mais qui reste néolibérale dans ses fondements, laisse surgir de ses soupirax, sous de nouveaux déguisements, les monstres enfouis de la violence systémique comme mode de gouvernance. La panoplie des collectifs opprimés, en premier lieu femmes et personnes racisées, en font les frais tout comme les peuples et nations sous le joug de l'impérialisme. Le voisinage de Trump, même affaibli, mais aussi le suiviste Canada sous couvert nationaliste, empeste le peuple québécois de cette odeur nauséabonde, ce qu'a démontré le dernier résultat électoral.

L'indépendantisme majoritaire de la députation permet le rejet de l'extractivisme tout-électrique

Si mondialement la crise climatique est une voie de passage vers une remise en question du capitalisme, nationalement et historiquement la lutte indépendantiste l'est pour le Québec. Les résultats électoraux, côté face, dénotent un renforcement de la droite mais sans chute dans l'extrême-droite malgré la percée du PCQ de droite dure comme deuxième partie d'opposition. Côté pile, l'Assemblée nationale a désormais une majorité indépendantiste mais sous hégémonie du parti de droite à la tête du gouvernement. C'est là une occasion unique à ne pas rater d'autant plus qu'elle pourrait disparaître rapidement étant donné la fragilité d'un gouvernement minoritaire. Une prochaine élection sans événement transformateur risque de donner une

assemblée encore plus à droite. Le PQ cherche des excuses pour ne pas procéder mais sans aliéner sa base acquise à l'indépendance. C'est sa grande contradiction interne dont il faut savoir profiter. Mais l'indépendantisme Solidaire est mou parce que le parti ne jongle pas dialectiquement entre la question sociale déterminée par la crise climatique et la question nationale. Le silo social marginalise le silo national et même au sein du silo social, le sous-silo socio-économique tasse celui climatique. En découle une stratégie de centre-gauche de négociation avec le parti gouvernemental pour faire voter des réformettes compatibles mais sans plus. On a vu plus haut comment assurer la dialectique justice sociale et justice climatique. La dialectique socio-économique versus nationale a une base évidente soit le rejet du Canada financier-hydrocarbure de l'axe Toronto-Calgary auquel s'ajoute le mépris du fédéralisme d'Ottawa.

Lui manque le rejet de l'extractivisme tout-électrique largement favorisé par la demi-bourgeoisie québécoise donc par le PQ et aussi par le PLQ et le PCQ car cette voie est tout à fait compatible avec la stratégie fédéraliste extractiviste tous azimuts hydrocarbure et tout-électrique. Cet extractivisme tout-électrique, après la déveine de la filière batterie, s'aligne derrière les centres de données et l'industrie militaire. D'où l'accord général PQ-PLQ-PCQ, que Québec solidaire soutient par un silence assourdissant, pour la stratégie de développement économique adossée aux 200 milliards \$ du Plan d'action 2035 d'Hydro-Québec lequel englobe l'entente de Churchill Falls. Sans compter que ce Plan d'action ouvre la porte à la privatisation tout comme au viol des droits territoriaux autochtones. Là est le nerf de la guerre que doit livrer Québec solidaire en jouant sur l'indépendantisme du PQ qui le fait hésiter à ratifier cette entente cautionnée par le gouvernement fédéral dans le cadre de sa stratégie de grands projets facilitée par le projet de loi C-39. C'est une occasion en or pour les Solidaires de faire valoir un projet de développement écolo-économique alternatif sur une société de soins des gens et de la terre-mère à décroissance matérielle. En termes d'énergie, cette société priorise la sobriété et l'efficacité énergétique générant un complément de « négawatts » résidentiels et industriels récupérables pour le transport en commun électrifié et la climatisation institutionnelle et commerciale.

S'inspirer de Commission nationale de 1994-95 pour faire campagne tout en ébranlant le PQ

C'est cette proposition à faire valoir haut et fort au sein d'une démarche constituante qui est susceptible de sortir de sa torpeur le mouvement social dont celui syndical est le fer de lance et non pas l'inverse étant donné la conjoncture actuelle de sa démobilisation. Ce réveil syndical peut se faire bien sûr par l'intermédiaire de la poussée du mouvement communautaire, comme l'an dernier, ou étudiant comme en France en ce moment ou même par la question du logement comme en Espagne. Mais c'est là pour l'instant pure spéculation. En revanche est tout à fait plausible une initiative Solidaire constituante sur la base d'un projet de société de prendre soin en décroissance matérielle. Il faudrait cependant éviter le purisme sectaire d'imposer sa proposition d'Assemblée constituante étant donné le rapport de forces défavorable face au PQ.

La tactique serait d'interpeler fortement et systématiquement le gouvernement péquiste sur la base d'une certaine parenté entre le processus indépendantiste Solidaire et celui du PQ qui prétend vouloir faire une consultation pour une constitution provisoire. Il s'agirait de proposer d'amorcer dans les plus brefs délais un processus de consultation à l'image de la Commission nationale sur l'avenir du Québec de 1994-1995 initiée par le PQ. Cette Commission avait joué un rôle majeur pour [mobiliser le peuple québécois en vue du référendum de 1995](#) malgré ses

limites tel son contrôle par le PQ. La dynamique enclenchée par cette Commission avait donné une allure d'affrontement de classe à la campagne référendaire au point d'aboutir au résultat quasi gagnant que l'on sait. Il y aurait matière à faire une campagne grand public qui donnerait à Québec solidaire l'initiative stratégique de la politique québécoise en autant que le contenu de cette campagne soit mobilisateur par son caractère concret justice climatique – justice sociale loin des arguties constitutionnelles.

Quant au rapport avec le Canada anglais, le peuple québécois n'a nulle permission à demander à son peuple travailleur pour ce faire. Il est évidemment dans son intérêt de rechercher un appui de sa partie progressiste et syndicale sur la base du droit national à l'autodétermination nié tant pas la conquête de 1760 que par l'écrasement de la rébellion de 1837-38, négation prolongée par l'embrigadement du peuple québécois dans les guerres de l'Empire britannique et l'intervention de l'armée canadienne de 1970 au Québec. De lui rappeler aussi que la constitution canadienne de 1982 et sa charte des droits lui ont été imposées contre le gré de son Assemblée nationale, que cette constitution ne reconnaît nullement la nation québécoise alors que, sur papier, elle reconnaît au moins « *les droits existants – ancestraux ou issus de traités – des peuples autochtones* ». On peut aussi penser que si la lutte indépendantiste est stimulée par un projet de société à tendance écosocialiste, les mouvements progressistes du Canada anglais seraient d'autant plus enclins à appuyer la démarche indépendantiste au point de s'interposer à toute action belliqueuse du gouvernement canadien et même étatsunien.

Voilà le plan stratégique à portée de la main pour lequel la gauche Solidaire, en partie rassemblée dans le « parti de la rue », se doit de porter à l'attention de tous les membres du parti et autant que possible du grand public quitte à mener une rude lutte interne pour ce faire. Ne serait-il pas pertinent de réclamer un congrès rapide afin de mobiliser le parti dans une campagne politique portant cette stratégie ? Le résultat électoral, si plate soit-il, a tout de même créé une brèche inattendue que la gauche anticapitaliste et antilibérale se doit d'envahir.

Marc Bonhomme, 16 octobre 2026

www.marcbonhomme.com ; bonmarc1@gmail.com